

Bienvenue au Mardi de la Transition Energétique
6 février 2017

- Merci d'indiquer le nombre de personnes présentes lors de votre connexion -

**Élections 2017 : le CLER fait ses propositions
pour que *Vive la transition énergétique !***

Intervenants :

Marc Jedliczka et Joël Vormus / CLER



Début du webinaire à 16h00

A l'occasion des élections présidentielle et législatives, le CLER publie ses propositions pour accélérer la transition énergétique

- Un flyer « 10 propositions » disponible dès aujourd'hui
- Un document complet rendu public fin février

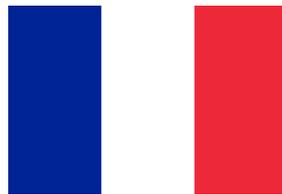


Rappel :

→ élection présidentielle les 23 avril et 7 mai

→ élections législatives les 11 et 18 juin

Les propositions du CLER ont vocation à perdurer au delà de la période électorale !



Le document complet, objet de la présentation d'aujourd'hui, contient plus de XX propositions !

=> lesquelles ont intégré le top 10 ?

4 axes de travail :

- démocratie
- économie
- qualité de vie
- international



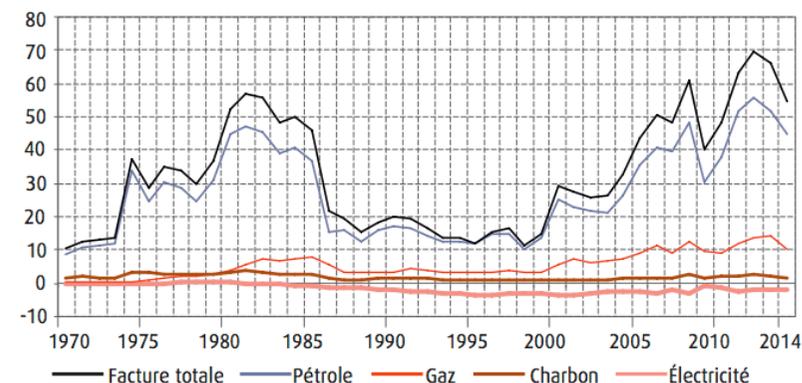
- La sécurité et la résilience



- L'activité économique et la balance commerciale

Facture énergétique par type d'énergie

En Md€ 2014



- Le pouvoir d'achat et l'emploi

Tableau 1 : Distribution des ménages français selon le taux d'effort énergétique

Taux d'Effort Énergétique	Nombre de ménages	Part des ménages	Nombre de personnes	Nombre de personnes par ménages
Moins de 5 %	15 894 804	58 %	38 793 976	2,44
De 5% à moins de 10%	7 668 197	28 %	16 466 809	2,15
De 10% à moins de 15%	2 147 856	8 %	3 950 557	1,84
15% et plus	1 483 621	6 %	2 659 723	1,79
Total	27 190 478	100 %	61 871 065	

Source : ENL 2013, étude : CSTB / ADEME, 2016



- La lutte contre la précarité et le droit pour tous à un logement décent



- La qualité de vie et la santé



- Le développement local et l'aménagement du territoire



- L'environnement et le climat



PARIS2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21·CMP11

- La qualification professionnelle et la promotion sociale



- La démocratie et la citoyenneté



Se protéger des risques liés à l'énergie et gagner en indépendance

→ nécessité d'une nouvelle définition du taux d'indépendance énergétique

Une Europe refondée autour de la transition énergétique comme projet politique

→ révision ambitieuse des textes en lien avec l'énergie



www.coalition-energie.org

EREF

<http://www.eref-europe.org/>

- Dotation générale de fonctionnement énergie-climat pour les intercommunalités (source : contribution climat-energie)
- Inclure chaque opération importante de production d'énergie dans les objectifs climat-air-énergie des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET).
- Révision complémentaire de la carte intercommunale
- Fléchage des taxes pesant sur les énergies vers les acteurs locaux portant des projets de mise en œuvre de la transition énergétique



Des bâtiments plus confortables et plus économes pour tous

→ Réviser le cadre réglementaire encadrant la rénovation énergétique de manière à l'orienter vers des exigences ambitieuses de performance globale.

→ Faire évoluer les aides financières à la rénovation énergétique afin qu'elles soient plus simples, intégrées et compréhensibles, s'adressant à tous, même aux plus modestes

→ Créer un observatoire de l'efficacité énergétique



Un soutien particulier pour les plus précaires

- Définir de manière chiffrée et explicite le critère de performance énergétique minimal à respecter dans le cadre de la décence des logements.
- Augmenter le montant moyen du chèque énergie à 400 euros par an.
- Améliorer les dispositifs d'aide aux bailleurs pour les travaux de rénovation énergétique en lien avec l'Agence de financement de la transition énergétique
- augmenter et pérenniser ses budgets alloués au programme Habiter Mieux



Etre accompagné pour apprendre à économiser

→ Poursuivre le déploiement et consolider la fonction d'Espace info-énergie en pérennisant son financement

→ Mettre à contribution le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) sur un programme « fonds sociaux d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie »

→ Généraliser les SLIME comme action préventive dans le cadre des Fonds sociaux logement (FSL).

→ Renforcer les moyens techniques et financiers des dispositifs d'accompagnement des ménages



Manger mieux et être en meilleure santé

→ Intégrer clairement des critères relatifs à l'environnement dans les politiques de nutrition, de santé et d'alimentation (PNNS, PNA...)

→ Inclure dans la politique agricole commune et sa déclinaison nationale des mesures réellement incitatives au changement de pratiques et facilitatrices de l'évolution des systèmes.

→ Favoriser et accompagner l'engagement des transitions agroécologiques

→ Solliciter les collectivités locales pour la mise en œuvre de projets alimentaires territoriaux susceptibles de mobiliser les acteurs du territoire, des producteurs aux consommateurs



Former et embaucher

→ Améliorer la qualité globale des formations initiales et continues aux métiers de la transition énergétique, afin qu'elles correspondent aux besoins et aux attentes du marché du travail.

→ Anticiper à l'échelle des régions et des bassins de vie et d'emploi l'évolution des besoins quantitatifs (nombre futur d'emplois) et qualitatifs (compétences, évolutions, ...) par un diagnostic partagé et un suivi multi-sectoriel.



Soutenir les projets d'énergies renouvelables de proximité

→ Adopter l'objectif d'un mix énergétique français 100 % renouvelable d'ici 2050

→ Acter la baisse progressive de la puissance nucléaire dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)

→ Éviter toute instabilité réglementaire ou économique relative aux dispositifs de soutien des énergies renouvelables

→ Promouvoir les dispositifs de soutien les plus appropriables par les acteurs des territoires

→ Prendre enfin à travers une négociation de haut niveau les moyens d'une simplification administrative effective des projets d'énergies renouvelables



Repenser le service public de l'énergie

→ Séparer juridiquement et fonctionnellement les filiales régulées de distribution d'énergie (Enedis et GRDF) de leurs maisons-mères (EDF et Engie)

→ Autoriser la création d'entreprises locales de distribution d'énergie, comme un outil opérationnel de décentralisation et de mise en oeuvre territoriale de la transition énergétique

→ Refonder, moderniser et optimiser les mécanismes de solidarité entre territoires urbains et ruraux en matière d'énergie



Protéger nos entreprises « à taille humaine »

→ Encadrer les relations entre les grands énergéticiens et les entreprises indépendantes dans lesquelles ils investissent.

Donner la possibilité aux élus d'acheter vert

→ Interdire la vente liée d'énergie et de services d'efficacité énergétique

→ Accompagner les collectivités territoriales pour qu'elles adaptent leurs politiques d'achat aux acteurs de leurs territoires notamment en structurant des lots destinés aux entreprises de proximité.

→ Définir un cadre juridique favorisant l'émergence de regroupements, des PME et des SCOP indépendantes travaillant dans le domaine de l'efficacité énergétique



Mieux réguler pour favoriser la création d'activités

→ Elargir le périmètre d'action de la CRE à l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables en lui garantissant les moyens budgétaires afférents.

→ Augmenter l'activité de l'Autorité de la concurrence dans les secteurs de l'énergie (production, réseaux et services).

Financer la transition énergétique

→ Créer une Agence nationale de financement de la transition énergétique



Utiliser la fiscalité verte

- Supprimer les niches fiscales qui subventionnent les énergies fossiles, estimées au minimum à 10 milliards d'Euros par an
- Donner une plus grande efficacité au signal-prix associé à l'énergie, en sanctuarisant l'augmentation progressive et régulière du prix des énergies fossiles via le montant de la Contribution énergie-climat, en coordination avec les politiques européennes.



A vous de jouer !

→ les adhérents sont un maillon essentiel de la promotion des propositions du CLER

→ ON A BESOIN DE VOUS !!!!

